

« IL Y A UN PARFUM D'ANNÉES 1930 EN ALLEMAGNE »

Où s'arrêtera la montée de l'extrême droite en Allemagne ? Depuis 2017, d'un scrutin à l'autre, ses scores ne cessent d'augmenter. La République fédérale est-elle en train de vaciller, comme celle de Weimar dans les années 1930, avant l'arrivée au pouvoir d'Hitler ?

Un entretien avec Michel Bouffioux

Paris Match. La montée de l'extrême droite en Allemagne s'est manifestée de manière marquante en 2024. Parlera-t-on malheureusement d'une tendance lourde ?

Emmanuel Droit. Il y a eu pendant plusieurs années une forme d'exceptionnalisme allemand. À la fin du XX^e siècle, on a pu penser que ce pays était une sorte de grosse Suisse au milieu de l'Europe, paisible, consensuelle, épargnée par la gangrène de l'extrême droite qui resurgissait déjà dans bien d'autres pays du Vieux Continent. Ce sentiment a perduré jusqu'à la fin de l'ère Angela Merkel. En 2017, l'entrée au Bundestag du parti d'extrême droite Alternative für Deutschland (AfD) fut un choc énorme pour les partis de l'arc républicain. Depuis, on observe une forme d'irrésistible ascension de ce mouvement identitaire. Il a enchaîné les bons résultats électoraux dans la partie orientale de l'Allemagne, que ce soit en Thuringe, en Saxe ou dans le Brandebourg, des Länder où il a atteint 30 % des suffrages. Autrement dit, l'AfD est en train de devenir l'une des principales forces politiques du pays, d'autant qu'elle réalise aussi de bons scores en Allemagne occidentale. Par exemple, dans un Land aussi prospère que la Bavière, l'AfD est déjà le deuxième parti. Comme suggéré dans votre question,

il s'agit donc bien d'une tendance lourde. L'impression que la démocratie allemande vacille est palpable. D'ailleurs, les commémorations du trente-cinquième anniversaire de la chute du Mur ont été moroses et ce n'est pas sans inquiétude que les démocrates allemands se projettent vers les prochaines élections législatives. Initialement prévues en septembre 2025, elles seront sans doute anticipées. Les estimations des sondeurs montrent que l'extrême droite pourrait recueillir le soutien d'un électeur sur cinq, devenant ainsi le deuxième parti à l'échelon national, derrière la Christlich Demokratische Union Deutschlands (CDU).

Dans ces résultats électoraux, il y a eu un élément symbolique très fort : en septembre, en Thuringe, c'était la première victoire d'un parti d'extrême droite à une élection régionale depuis 1945. Qui plus est, c'est aussi dans ce Land de Thuringe que les nazis avaient été portés pour la première fois au pouvoir en 1932.

On dit parfois que l'histoire est la science des choses qui ne se répètent pas, mais il arrive qu'elle bégaie. La Thuringe a toujours été un espace politique conservateur, et quarante années de dictature communiste n'ont rien changé à cela. Ce conservatisme ne s'exprime pas seulement d'un point de vue politique, il est aussi culturel. Aussi, la Thuringe n'est qu'un exemple parmi d'autres du fait que l'extrême droite s'implante plus fortement dans ces régions de l'est où la culture démocratique est moins enracinée. Ce sont d'ailleurs des Länder où les électeurs sont également tentés par le vote d'extrême gauche. En Thuringe, aujourd'hui, un citoyen sur deux vote pour les extrêmes.

Comme un goût des années 1930 ?

De fait, il y a un parfum d'années 1930 en Allemagne. Les coalitions au pouvoir suscitent beaucoup de méfiance. Elles sont jugées inefficaces, de plus en plus déconnectées, pas forcément en adéquation avec les attentes de certaines couches de la société. La paralysie de la coalition finissante est du pain béni pour les partis extrémistes. Ce qui crée aussi un parfum d'années 1930, ce sont les violences de rue, les agressions racistes. Quand on parle de terrorisme en France ou en Belgique, on associe cela à la menace islamiste, mais en Allemagne, depuis quinze ans au moins, la principale menace terroriste est celle de l'extrême droite. Car il n'y a pas que cette droite extrême qui entre dans les parlements, il y a aussi l'ultradroite violente, raciste et antisémite qui, depuis quinze ans, à travers des groupuscules ou des figures de « loups solitaires », montre un visage de l'Allemagne plutôt effrayant. À cela s'ajoutent les effets ravageurs de la désinformation, notamment auprès des populations les moins éduquées, qui se laissent séduire par des thèses complotistes ou pro-russes.

Des partis démocratiques qui sont fragilisés, qui ont du mal à s'entendre, pendant que des extrémistes ont le vent en poupe, cela rappelle en effet le temps de la République de Weimar...

Pour compléter le décor, on peut encore évoquer les chasses aux migrants, comme on en a vu à Chemnitz il y a quelques années, ou les attentats visant spécifiquement des étrangers. Certes, les configurations ne sont pas identiques, mais l'atmosphère est semblable : la polarisation de la société allemande (re)devient évidente. Dans les années 1930, les violences de rue opposaient les nazis



Björn Höcke, le chef de file de l'AfD en Thuringe, promeut un programme d'expulsion massive des étrangers. Il a été condamné par la justice pour l'utilisation du slogan national-socialiste « Alles für Deutschland ». À droite, une manifestation antifasciste à Hambourg.

aux communistes ; aujourd'hui, on assiste plutôt à des manifestations d'extrême droite et à des contre-manifestations antifascistes, certes sans que cela débouche nécessairement sur des violences urbaines. Mais en parallèle d'une appropriation de l'espace public par l'extrême droite, la violence est bien là par ailleurs, tournée contre les migrants et les Juifs.

L'extrême droite ne capitalise-t-elle pas aussi sur les perdants de la réunification ?

Oui, un certain discours sur 1989 est très présent chez l'AfD, qui affirme qu'on aurait volé la révolution au peuple. Ces propos populistes, anti-élites, pourfendent les conditions de la réunification et affectent une partie de l'opinion, surtout à l'est. Cette propagande parle à des Allemands qui sont restés au bord du chemin avec des frustrations, de la colère, un sentiment de perte d'identité. Car, de fait, l'extrême droite cible particulièrement

les « zones décrochées », ces territoires de l'ex-RDA qui souffrent socialement, en lien avec une importante désindustrialisation. Soulignons toutefois que l'Allemagne de l'Est n'est pas devenue un désert économique : les métropoles de Leipzig et de Dresde sont en très bonne santé depuis la réunification. Mais, en marge, il y a nombre d'espaces périphériques, semi-urbains, des villes de taille moyenne où le manque de perspectives nourrit un désespoir qui se transforme en ressentiment et, in fine, débouche sur un vote antisystème. Dans cette configuration allemande,

des éléments renvoient aux analyses de Jérôme Fourquet sur la France. Il évoque des fractures spatiales, des « anywhere » et des « somewhere », des grandes villes et des territoires délaissés. Ces derniers sont autant de terrains de chasse pour l'extrême droite. [SUITE PAGE 10]

« L'impression que la démocratie allemande vacille est palpable »

On a pu croire qu'une Allemagne exemplaire sur le plan mémoriel avait éliminé le virus de l'extrême droite, mais cette illusion s'est écroulée depuis quelques années.

NOTRE GRAND TÉMOIN

Emmanuel Droit est professeur des universités à Sciences Po Strasbourg, où il enseigne l'histoire contemporaine. Il vient de publier « La Dénazification — Posthistoire du III^e Reich » aux Presses universitaires de France.





Dans le discours de l'AfD, comme dans celui des trumpistes aux États-Unis, il y a une forme d'essentialisation du peuple contre le système.

RN en France, AfD en Allemagne, est-ce le même combat ?

Idéologiquement, ces partis partagent une vision identitaire, mais ils ne sont pas du tout dans la même trajectoire. Le RN a entamé, depuis de nombreuses années, une opération de ravalement de façade, de dédramatisation, pour tenter de paraître « fréquentable ». Ce n'est pas (encore) le cas de l'AfD, qui est beaucoup plus radicale, voire anticonstitutionnelle selon certains observateurs allemands. L'Alternative pour l'Allemagne rappelle la radicalité du Front national de l'époque Jean-Marie Le Pen.

Comme ailleurs en Europe, on a parfois l'impression que les lignes politiques se brouillent. Par exemple, en Allemagne, n'existe-t-il pas aussi une gauche radicale qui, désormais, emploie des arguments de la droite extrême ?

C'est en effet ce qu'on observe chez le Bündnis Sahra Wagenknecht (BSW), un mouvement créé par Sahra Wagenknecht. Cette femme est une ancienne figure de Die Linke, un parti de gauche qui a été très bien implanté à l'est avant d'être laminé par l'extrême droite. En réaction, le BSW mélange des éléments de discours nationalistes, anti-immigrés et pacifistes avec des points de vue de gauche sur les thèmes socio-économiques. Comme vous le mentionnez, les lignes se brouillent. On pourrait aussi considérer que des passerelles se construisent entre des extrêmes qui critiquent la démocratie libérale, la presse dite « mainstream », le système. Cette tendance est observable dans plusieurs pays européens. On la retrouve aussi dans le discours trumpiste et libertarien aux États-Unis. On voit une manipulation du concept de peuple : que ce soit chez Trump, Mélenchon, Marine Le Pen ou Björn Höcke en Allemagne, il y a une forme d'essentialisation du peuple contre le système. La démocratie libérale n'est peut-être pas en train de mourir, mais elle est sérieusement remise en cause.

Parlons de ce Björn Höcke, le chef de file de l'AfD en Thuringe. Quel est le pedigree de l'intéressé ?

Il a la particularité d'être un dirigeant d'extrême droite d'origine ouest-allemande qui réussit à s'implanter en Allemagne de l'Est.

C'est un orateur sulfureux qui rappelle Jean-Marie Le Pen dans les années 1980. Entre autres, il promet un programme d'expulsion massive des étrangers et s'oppose à l'inclusion des enfants handicapés dans les écoles ordinaires. Antisémite et négationniste, il a été condamné par la justice pour l'utilisation du slogan national-socialiste « Alles für Deutschland », qui était la devise utilisée par les SA. Ce provocateur incarne la frange la plus radicale de l'AfD et, il faut bien le constater, ses écarts de langage et ses dérapages ne l'affaiblissent pas aux yeux de son électorat.

C'est donc cet homme-là qui a emporté la Thuringe ?

Exactement. Il y cultive une nostalgie à destination des perdants de la réunification doublée d'une position pro-russe qui joue sur la crainte de la guerre et les coûts de l'énergie.

Évoquons plus avant ces partis carrément néonazis qui ont pignon sur rue en Allemagne. Existe-t-il une porosité entre eux et l'AfD ?

Oui, on peut parler d'une nébuleuse de la droite identitaire.

Une réunion de ce petit monde, à Potsdam en janvier 2024, en a été la parfaite illustration : des militants de l'AfD et de plusieurs groupuscules et partis « frères » y ont débattu du projet de « grande remigration », en clair de l'expulsion de plus de deux millions d'étrangers.

Toutefois, dans l'offre d'extrême droite allemande, l'AfD est singulière. Êtes-vous d'accord avec l'analyse de votre confrère Nicolas Lebourg, qui estime

que le succès de ce « courant néo-populiste », tient « au fait de s'être entièrement coulé dans le moule de l'extrême droite du XXI^e siècle, où l'admonestation de la société multiculturelle se fait au nom de la défense des valeurs libérales et non de l'établissement d'un régime fasciste » ?

Oui, j'adhère largement à ces propos. En fait, il y a toujours eu une extrême droite militante en Allemagne. Ultra-minoritaire, elle réussissait çà et là, depuis la fin des années 1960, des entrées dans des parlements à l'ouest. Plus tard, des groupuscules d'extrême droite se sont implantés dans l'ex-RDA, notamment dans le milieu du hooliganisme. Mais tout cela n'est jamais allé très

« Il est difficile de se départir de l'idée que ce modèle allemand est plus que fragile. Il est en train de se fracturer, de se fissurer »



Une image que l'on n'aurait pas cru revoir au XXI^e siècle en Allemagne.

loin. L'AfD, c'est autre chose. Elle a réussi à devenir ce que les Anglais appellent un « catch-all party » (NDLR : parti attrape-tout), qui capte un large éventail d'électeurs en étant idéologiquement flexible, capable de s'enraciner dans plusieurs couches sociales. Elle n'hésite pas, pour ce faire, à pratiquer un certain mélange des genres, à brouiller les pistes, comme nous le disions tout à l'heure. D'une part, on dénonce la société multiculturelle, le poids des étrangers, on s'affirme comme un parti populiste conservateur et xénophobe et, dans le même temps, on installe à la tête du mouvement Alice Weidel, une femme qui vit en couple lesbienne, qui a adopté une petite fille et qui incarne donc une forme de libéralisme culturel et sexuel.

Au-delà d'un parti qui a le vent en poupe, n'y a-t-il pas une atmosphère d'extrême droite qui s'est réinstallée en Allemagne ?

Dans une partie de la population allemande, l'extrême droite culturelle, cette hostilité et méfiance à l'égard des étrangers n'a jamais complètement disparu depuis 1945. Dans la seconde moitié du précédent siècle, on a voulu croire qu'avec la stabilisation du système politique, le succès économique et une politique mémorielle considérée comme exemplaire dans le traitement du passé nazi, on avait réussi à réduire cette culture d'extrême droite pour tendre vers un modèle de société consensuelle et harmonieuse. Mais ensuite, il y a eu une énorme désillusion. Les discours de haine et la violence sont revenus. Cela s'est matérialisé par la percée de l'AfD en 2017, l'attentat contre la synagogue de Halle-sur-Saale, la tuerie visant des immigrés dans des bars à chicha à Hanau, l'assassinat de Walter Lübcke, haut fonctionnaire allemand et membre de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) à cause de son engagement en faveur de l'accueil des réfugiés dans le droit fil de la politique d'Angela Merkel...

Selon le professeur Maik Fielitz, de l'Université de Hambourg, « entre 1971 et avril 2020, les autorités allemandes ont recensé au moins 156 attaques terroristes au moyen d'explosifs, 2 459 incendies cri-

minels, 348 meurtres ou tentatives de meurtre, 19 enlèvements, 124 cas d'extorsion et 238 vols à main armée attribuables à l'extrême droite ».

C'est une lame de fond. On peut aussi souligner l'explosion du nombre d'actes antisémites en Allemagne depuis le début des années 2000. Plus précisément, le Bundeskriminalamt en a dénombré 1 500 entre 2001 et 2017. Mais depuis 2017, plus de 5 000 ! Certes, le gouvernement a nommé une personne en charge de la lutte contre l'antisémitisme et il y a toute une série de discours, d'initiatives relayées par les centrales régionales pour l'éducation politique. On réutilise les outils d'éducation permanente qui ont permis de construire le modèle mémoriel et civique allemand après 1945. En somme, on refait de l'éducation à la démocratie, mais il est difficile de se départir de l'idée que ce modèle allemand est plus que fragile. Il est en train de se fracturer, de se fissurer. C'est très inquiétant.

Parlons encore de ce modèle allemand. La réussite économique de l'après-guerre aurait-elle été un écran de fumée dissimulant d'autres problèmes, faisant croire à l'existence d'une société plus pacifiée qu'elle ne l'était en réalité ? Vous parlez dans votre dernier livre de l'appel lancé en 2017 par la publiciste Margarete Stokowski, « pour une dénazification sans délai de la société allemande ». Des mots très forts. L'Allemagne n'aurait-elle été que très partiellement dénazifiée ?

C'est une question centrale. Le pays a été dénazifié entre 1945 et 1947. Durant ce court laps de temps, les forces d'occupation soviétiques et américaines se sont attelées à cette mission de manière forte et déterminée. Les Français et les Britanniques étaient un peu à la traîne mais, globalement, on peut parler d'efforts coordonnés pour dénazifier. Toutefois, l'épuration s'est arrêtée dès 1948. On a opéré un demi-tour en réintégrant d'anciens membres du parti national-socialiste dans divers secteurs de la société, au gré de lois d'amnistie. Des historiens allemands ont retracé l'histoire des ministères dans les années d'après-guerre. Ils ont [SUITE PAGE 12]

« La dénazification a été largement imparfaite. Les deux Allemagnes se sont reconstruites avec d'anciens nazis »

Le temps où Angela Merkel incarnait un sentiment de protection pour les Allemands a pris fin.



constaté le maintien d'anciens nazis à des postes clés, dans la justice, la défense, la police. On peut donc considérer que la dénazification a été largement imparfaite, que les deux Allemagnes se sont reconstruites avec d'anciens nazis. Mais à ce moment-là, peu de monde, en Allemagne ou ailleurs, voulait le voir. Cet échec était recouvert d'un vernis qui s'est appelé l'antifascisme en RDA et la démocratie libérale en RFA.

Cette Allemagne partiellement dénazifiée est-elle en phase de « renazification » ?

Il est certain que l'extrême droite gagne du terrain sur le plan électoral. Il y a des thèmes qu'elle réussit à imposer, qui incitent des partis de l'arc républicain à courir derrière elle. J'habite Strasbourg et je dois dire que j'ai été frappé par le rétablissement des contrôles aux frontières, décidé de manière unilatérale par le gouvernement Scholz au lendemain des élections en Thuringe et en Saxe. L'AfD est donc capable d'imposer les termes du débat, comme Donald Trump l'a fait aux États-Unis avant d'en devenir le 47^e président. Est-ce pour autant qu'une renazification est en cours ? Je ne le pense pas : quand l'extrême droite fait 30 % des voix dans certaines régions, cela signifie que, même là, 70 % des électeurs n'y adhèrent pas. Nonobstant, on doit prendre conscience du fait que l'Allemagne est sortie du temps de l'innocence. Après la fin de la Guerre froide, elle a cru qu'elle allait construire une société équilibrée et consensuelle. En réalité, ce rêve s'effondre, et je suis convaincu qu'on se dirige vers des années compliquées. Malgré des erreurs, des scissions, des scandales, l'AfD ne faiblit pas. Ce n'est donc pas un feu de paille. Tout l'enjeu sera de voir dans quelle mesure la partie ouest-allemande va résister à cette lame de fond. Pour des scores de 30 % à l'est, on est actuellement entre 10 % et 15 % à l'ouest. Lorsque l'AfD commencera à dépasser les 20 % dans l'ex-RFA, il y aura encore plus de raisons de s'inquiéter.

Dans votre récent livre consacré à la dénazification, vous convoquez le psychanalyste Jacques Lacan en reprenant le concept de « mi-dire » : les humains et les sociétés peuvent s'accommoder de demi-vérités, parce qu'elles permettent de « fonctionner » malgré l'indicible et la honte. Il y a eu beaucoup de « mi-dire » en Allemagne après la guerre, relevez-vous. Beaucoup de frustrations aussi quand, dans la première phase de la dénazification, des gens ont perdu leur

« L'AfD est le miroir des illusions perdues et des peurs de la société allemande »

emploi, ont été convoqués pour déblayer les ruines dans les villes dévastées. De tout cela n'est-il pas né du ressentiment ? N'y a-t-il pas un feu qui couve dans la société allemande ? Ceux qui ont été dénazifiés sont morts, mais certains d'entre eux n'auraient-ils pas transmis une manière de penser le monde à leurs enfants ?

En effet, des sentiments de frustration ont été transmis. Il y a eu beaucoup de « mi-dits », de non-dits. Des secrets restent à dévoiler, des zones d'ombre demeurent. Après la guerre, les Alliés avaient besoin de montrer au monde que les sacrifices n'avaient pas été vains et qu'ils avaient la capacité d'épurer l'Allemagne, d'empêcher la possible renaissance du mal absolu. En réalité, la dénazification s'est arrêtée aux portes des maisons et a provoqué en effet, chez certains Allemands, des sentiments d'humiliation, d'incompréhension. Le sentiment d'être jugé par des vainqueurs qui n'avaient pas saisi toute la complexité de ce qu'avait pu être la vie sous le régime national-socialiste. Aussi, une idée s'est insinuée dans une partie de la population selon laquelle, finalement, jusqu'en 1939, le régime national-socialiste était globalement positif car il était stable, qu'il avait amené le plein emploi et que, surtout, il avait redonné de la fierté à la population allemande après l'humiliation du Traité de Versailles. En somme, une idée réductrice et contestable selon laquelle Hitler aurait pu être considéré comme un grand homme politique en Allemagne pour la première moitié du XX^e siècle, s'il n'avait pas déclenché la Seconde Guerre mondiale.

Encore des « mi-dire » ?

Exactement. Le régime nazi n'a pas attendu le début de la guerre pour s'attaquer aux Juifs, aux handicapés, aux opposants politiques. Le camp de Dachau a été inauguré en 1933, les lois de Nuremberg formalisant la discrimination raciale contre les Juifs datent de 1935, la nuit de Cristal a eu lieu en 1938... Mais, dans les années 1950-1960, des Allemands ont remis tout cela dans un tiroir de leur mémoire. Hitler avait été le retour de la fierté et la stabilité, point final. Ils détournaient le regard comme l'avaient fait leurs parents au temps du nazisme. Au quotidien, à l'époque des violences exercées par les SA contre les Juifs, par lâcheté, beaucoup — presque tous — ont laissé faire, validant d'une certaine manière la politique officielle antisémite. Cela a pesé sur les consciences. Comment dire cela plus tard, ou plutôt, comment le mi-dire, voire ne pas le dire ? Dans ce contexte, il n'a pas été possible d'inoculer un vaccin contre l'extrême droite à la société allemande. Cette culture-là n'a jamais totalement disparu. Simple-ment, elle était comme une ligne de basse tension, invisible dans l'espace public, dans le champ politique et médiatique, enfouie sous le succès de la reconstruction économique. Dans un contexte de crise, d'accumulation de crises, comme celui que nous vivons aujourd'hui, un espace s'ouvre de nouveau pour une forme de

radicalité d'extrême droite. La ligne de basse tension trouve à être réalimentée.

Vous dites « ligne de basse tension », nous vous parlions du « feu qui couve »...

C'est pareil.

Un feu qui couve, à un moment donné, peut reprendre violemment.

Oui, bien entendu. Et depuis 2017, ce feu qui couvait repart. Il y a l'oxygène pour l'alimenter : des craintes et des menaces. Le temps où Angela Merkel incarnait un sentiment de protection pour les Allemands a pris fin. Le modèle construit sur une économie achetant à bas prix du gaz russe pour exporter des voitures à moteur thermique en Chine s'est écroulé. Il y a eu une explosion des coûts de l'énergie. L'industrie automobile allemande a raté en partie le tournant de l'électrique et peine à rattraper son retard. Ajoutez une autre illusion qui vole en éclats, celle d'avoir cru qu'une Allemagne exemplaire sur le plan mémoriel avait éliminé le virus de l'extrême droite. Mais tout ça ne veut pas dire que l'Allemagne ne pourrait pas être résiliente, qu'elle n'a pas d'atouts à jouer pour éviter d'entamer une nouvelle danse avec les forces des ténébres.

En effet, ne faut-il pas aussi souligner la vivacité d'une grande partie de la société civile allemande, qui se mobilise contre l'extrême droite ?

D'évidence, oui. Ce qui fait la force de la démocratie allemande — à la différence de la démocratie française, qui est très verticale et centralisée —, c'est l'enracinement d'une société civile plurielle, attachée au principe de démocratie. Via les syndicats, les églises, les associations, les fondations, le dynamisme de la société civile est remarquable. Malgré la percée de l'AfD, ce socle sociétal très solide subsiste et l'attachement aux valeurs de la république demeure. Une majorité d'Allemands perçoivent encore l'AfD comme un parti dangereux, qu'il faudrait interdire.

Le chancelier Scholz a appelé à maintenir un cordon sanitaire face à l'extrême droite. Tiendra-t-il ?

Les partis de l'arc républicain sont bousculés. Pour contrer l'AfD, on assiste à une droitisation générale du discours. On a déjà vu des alliances locales entre l'AfD et la CDU. En février 2020, la Thuringe a été le théâtre d'un événement politique inédit depuis la Seconde Guerre mondiale : le ministre-président du Land, Thomas Kemmerich, a été élu grâce aux voix combinées de son parti (NDLR : le FDP libéral) de la CDU et de l'AfD. Mais cela a créé un tel scandale que, finalement, la CDU de Thuringe a fait marche arrière. Ces digues tiendront-elles au niveau régional ? Bonne question. Au niveau national, c'est plus clair. L'actuel président de la CDU a bien rappelé qu'il n'y aurait pas de collaboration avec l'AfD.

L'AfD, est-ce l'idéologie nazie emballée autrement ?

Sur le plan socio-économique, non. L'AfD est plutôt libérale. Mais sur le plan identitaire, c'est une héritière du national-socialisme, dont elle emprunte ouvertement un certain nombre d'éléments de langage. On a déjà parlé du slogan « Alles für Deutschland ». Certains leaders de l'AfD accusent la presse d'être une association de menteurs. Ils parlent de « Lügenpresse », reprenant de facto le terme que Goebbels utilisait afin de pourfendre la presse de la République de Weimar qui était jugée, par lui, trop critique à l'endroit des nazis. Le terme de « Volksgemeinschaft » (« communauté du peuple ») est aussi repris par l'AfD dans son discours anti-étrangers. Cela se réfère une fois encore à l'idéologie nazie qui utilisait ce terme pour décrire une société homo-

« On vit des heures de grande incertitude. On a l'impression que la démocratie peut mourir »

gène, sans classes, unie par les seuls liens de sang. Beaucoup d'autres étaient indésirables : les Juifs, les Roms...

Et aujourd'hui, ce sont les étrangers évoqués dans les plans de remigration de l'AfD.

C'est en effet la même manière de voir. Souvenons-nous qu'avant la « solution finale », l'un des projets imaginés par les nazis pour rendre l'Allemagne « judenfrei », c'est-à-dire « débarrassée de ses juifs », était de les déporter sur l'île de Madagascar.

Lorsqu'on songe aussi à la victoire de Trump aux États-Unis, n'a-t-on pas l'impression de vivre un moment de bascule, qu'une nouvelle page d'histoire, potentiellement terrifiante, s'écrit devant nos yeux ?

On vit en effet des heures de grande incertitude. On a l'impression que la démocratie peut mourir. Personnellement, je fais partie d'une génération qui a grandi dans le souvenir de la Seconde Guerre mondiale. L'Europe signifiait la paix, la prospérité, la stabilité. Né en 1978, j'ai connu l'élargissement, l'espace Schengen, l'idée d'une Union européenne censée toujours plus s'élargir. Nous

comprenons aujourd'hui que les choses peuvent se détricoter. Que le Royaume-Uni peut sortir de l'Union, que la Russie peut violer le droit international, agresser un pays, revenir sur tous les accords post-guerre froide. Qu'on peut encore voir revenir l'extrême droite aux portes du pouvoir... Bien sûr, elle n'y est pas encore en Allemagne, elle n'a pas de partenaire de coalition pour gouverner. Mais son potentiel électoral

se renforce. Vingt ou trente pour cent au niveau national, sera-ce son plafond de verre ? On peut l'imaginer, mais beaucoup de choses inimaginables se sont déjà passées en ce début de XXI^e siècle. En définitive, l'AfD est le miroir des illusions perdues et des peurs de la société allemande. Une société qui est sortie très fatiguée d'un XX^e siècle où elle a déclenché deux guerres mondiales, où elle a été responsable de la division de son pays, une société qui pensait sous Angela Merkel être à l'abri des vicissitudes du monde. Mais par ces temps de crise, de « post-vérité », de complotisme, la voici à nouveau plongée dans une réalité à laquelle elle s'est mal préparée. Globalement, je dirais que l'Allemagne vit dans la peur. Certes, il y a des éléments de résilience et de résistance très forts au sein de la société civile, mais pour moi, le fait le plus marquant, c'est que cette société est en voie de polarisation, de fragmentation.

Vous avez prononcé le mot « peur ». C'est vraiment une émotion que l'extrême droite manipule bien...

Oui, c'est son carburant, c'est son essence pour rallumer le feu qui couve. — Michel Bouffieux



Dans le pays où le génocide des Juifs a été pensé et mis en œuvre par l'extrême droite au XX^e siècle, les actes antisémites se multiplient en ce début de XXI^e siècle.